

Copie

Lesneven, 24.8.1996

Monsieur Jean-Marie COLOMBANI
Directeur du *Monde*

Monsieur le Directeur,

Je dois une nouvelle fois vous écrire à propos du traitement des problèmes du Burundi (un pays que je connais depuis 32 ans) par *Le Monde*. D'abord, les courriers des lecteurs n'étant pas seulement faits pour la critique, je dois vous exprimer ma satisfaction pour la qualité des articles de J.P. Tuqoi, de Jacques de Barrin et de Catherine Simon parus ces derniers jours dans vos colonnes tant sur le Rwanda que sur le Burundi. Il y a bien sûr toujours matière à discussions, mais ils traduisent un travail normal de journaliste, même un bon travail, apportant des faits et des réflexions qui reflètent la complexité d'une situation avec la rigueur nécessaire.

Malheureusement la distorsion entre ces papiers et d'autres également publiés par vous est effarante. On se demande s'il s'agit du même journal et malheureusement ils se situent dans ce qu'il faut bien appeler une certaine ligne du *Monde* au moins depuis 1993, c'est-à-dire le traitement de l'extrémisme ethniste comme un fait de nature et non comme un problème politique et l'adhésion naïve (?) aux thèses totalitaires du Hutu power à la rwandaise assimilant majorité de naissance à démocratie quels que soient les actes posés au nom de la dite majorité (et on sait lesquels depuis trente ans au Rwanda et au Burundi...). Je vais vous en donner deux exemples.

1) Le rapport des experts de l'ONU sur les événements de 1993 a été étrangement maintenu sous le boisseau par les autorités suprêmes de cette organisation jusqu'à mercredi dernier. Dès la fin de juillet, sur la base de l'A.F.P., vous avez titré que "des militaires tutsis étaient montrés du doigt dans l'assassinat du président Ndadaye" par ce rapport, ce qui n'était à vrai dire pas étonnant, personne n'ayant jamais nié la réalité du putsch d'octobre 1993, et ce qui a été confirmé dès la divulgation officielle de ce texte, avec même la mise en cause de l'ancien chef d'État-major Bikomagu. Plus brièvement *Le Monde* évoquait ce point du rapport hier (numéro du 20 août), mais oubliait de mentionner une autre conclusion non négligeable du même rapport, à savoir, je cite en traduisant de l'anglais :

"• 483. La commission considère qu'il existe des preuves suffisantes pour établir que des actes de génocide contre la minorité tutsi ont eu lieu au Burundi le 21 octobre 1993 et les jours suivants, à l'instigation et avec la participation de certains fonctionnaires et leaders hutu du Frodebu depuis le niveau de la commune."

"• 485. La commission considère... que des preuves tirées du contexte sont suffisantes pour appuyer la conclusion que certains membres haut placés du Frodebu avaient planifié d'avance une réponse à l'éventualité très réelle d'un coup de l'armée et que cette réponse incluait, avec le blocage des routes et l'armement des Hutus, la capture des Tutsi adultes et jeunes de sexe masculin comme otages et que ce plan avait été communiqué d'avance à certains membres du Frodebu occupant des postes dirigeants jusqu'au niveau des communes."

